

# Passerelles Synthèse

*Bimensuelle africain pour une nouvelle perspective du développement durable*

Volume 10• Numéro 2, 11 février 2009

<b>LIGNE DE FOND.....</b>	<b>1</b>
Crise économique :De Davos à Belém à la recherche de solutions. ....	1
Agriculture : Droits de Douanes l'UE et les Etats-Unis s'affrontent : Roquefort français vs Bœuf aux hormones et poulet américain.....	3
<b>Nouvelles de l'OMC .....</b>	<b>4</b>
OMC : Les ministres du Commerce de 24 pays membres de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) se sont engagés samedi à relancer les négociations pour la libéralisation du commerce mondiale.....	4
<b>Sur le fil .....</b>	<b>5</b>
ADPIC : Pascal Lamy invite les membres de l'OMC mécontents à utiliser le réexamen de l'Accord sur les ADPIC et la sante publique .....	5
<b>Nouvelles régionales.....</b>	<b>7</b>
APE : l'UE tient à inclure les services et les investissements dans les futurs APE.....	7
<b>Evénements .....</b>	<b>9</b>
<b>Publications : .....</b>	<b>9</b>

PASSERELLES, SYNTHESE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE © est produit par ICTSD et ENDA Tiers Monde. Responsable de publication : Taoufik Ben Abdallah (ENDA) et Christophe Bellmann (ICTSD) Rédaction : Cheikh Tidiane DIEYE et El Hadji Abdourahmane DIOUF

Merci de faire circuler et de diffuser largement ce bulletin dans vos propres réseaux. Des extraits de cette publication peuvent être utilisés dans un but non lucratif à condition d'en citer l'origine.

Cette publication est produite grâce au soutien financier de la Direction du Développement et de la Coopération suisse (DDC)

## LIGNE DE FOND

### Crise économique :De Davos à Belém à la recherche de solutions.

L'année 2009 a débuté avec deux grands événements qui ont passé au peigne fin la crise économique financière et commerciale qui secoue le monde depuis plus d'un an. En effet, le Forum social mondial et le forum de Davos se tiennent simultanément. Ces deux événements importants se tiennent dans deux continents différents avec deux types d'acteurs différents mais, pour une fois, ils partagent la même problématique : la crise mondiale.

Si le Forum social mondial (FSM) est un rassemblement international qui donne lieu à des échanges d'opinions sur la mondialisation, les droits humains et les droits du travail, et a comme cheval de bataille la lutte contre la mondialisation, le forum économique de Davos est un rassemblement des grands dirigeants et décideurs sur le plan économique, financier et commercial. Ce forum économique est considéré comme le temple mondial de l'économie libérale qui au vu de la crise montre toutes ses carences et démontre qu'il y'a lieu de réfléchir sur les alternatives. Justement le forum social mondial a vocation, en plus de dénoncer le système de mondialisation, de proposer des solutions alternatives.

Cette année, les crises servent de prétexte pour que ces deux rencontres puissent être les lieux de production de solutions. L'axe central des alter mondialistes à Belém sera la triple crise économique, climatique et de gouvernance que subit la planète.

70.000 militants venus du monde entier ont défilé à l'ouverture à Belém dans la ville en scandant "Un autre monde est possible".Le forum, dominé cette année par la crise économique, met en avant cette année l'Amazonie et les droits des indigènes.

Cinq présidents latino-américains de gauche sont attendus à Belem pour apporter leur soutien au mouvement alter mondialiste: Luiz Inacio Lula da

Silva (Brésil), Evo Morales (Bolivie), Rafael Correa (Equateur), Hugo Chavez (Venezuela) et Fernando Lugo (Paraguay).

Au total, plus de 2.000 ateliers, séminaires, conférences, réunions et événements divers se sont tenus pendant le Forum. Le gouvernement du Para, dirigé par le Parti des travailleurs, a investi quelque 63 millions de dollars dans l'événement. La crise mondiale pourrait donner un coup de fouet au mouvement alter mondialiste, qui avait perdu de la vigueur ces dernières années. "Nous sommes dans une phase de rassemblement de nos forces et je pense qu'il peut y avoir un nouvel élan", a estimé un des organisateurs du Forum.

Les mouvements sociaux ont toujours dénoncé la recherche effrénée du profit à court terme dans un contexte de libéralisation économique et financière sans foi ni loi qui caractérise les marchés financiers d'aujourd'hui. Le capitalisme de casino est sans conteste le premier responsable de l'étendue de la crise. Les marchés financiers ont failli dans leur mission première, à savoir le financement de l'économie réelle. Autre aspect fondamental de la crise, les déséquilibres engendrés par l'ouverture des marchés à outrance et la non-intervention des Etats.

Une telle situation appelle aussi les participants au forum de Davos qui selon les mouvements sociaux sont les principaux responsables de cette situation de crise.

Au menu des discussions de Davos, il y'a eu la détérioration des finances publiques, les ralentissements de l'économie chinoise, les tensions sur l'eau et la nourriture provoquées par les changements climatiques et le manque de coordination internationale. L'efficacité énergétique a été abordée au cours de la session sur « le contrôle des changements climatiques ». Certains pays ont déclaré être prêts à aller dans le sens d'innovations énergétiques. D'une manière générale, les efforts sur l'environnement sont très peu pour ne pas dire inexistantes. L'adoption d'une résolution à effets contraignants n'est pas à l'ordre du jour.

Par ailleurs le forum de Davos devait faire face à un repli sur soit que certains Etats pourraient tenter de faire. Les pays développés qui dépensent des milliards de dollars ou d'euros pour sauver leurs banques et soutenir leur économie vont avoir la tentation de concentrer l'effet de ces plans sur

leur marché intérieur. "Les ministres sont inquiets car ils subissent une pression politique intérieure", a admis le directeur de l'OMC, Pascal Lamy lors d'une conférence de presse.

Les menaces de protectionnisme ont d'orès-et-déjà commencé à apparaître. Aux Etats-Unis, une clause protectionniste contenue dans le plan de relance de l'économie américaine a provoqué un tollé parmi les partenaires des Etats-Unis dont l'Inde qui domine le marché grâce à Arcelor Mittal. La mesure contenue le vaste plan américain prévoyait de protéger les sidérurgistes nationaux contre les importations d'acier étranger. Bruxelles avait évoqué la possibilité de porter plainte contre les Etats-Unis auprès de l'Organisation mondiale du commerce si la mesure était adoptée par le Congrès. Mais, la Maison Blanche a cédé à la pression et a décidé de réexaminer cette clause, a expliqué le porte-parole du président Barack Obama, Robert Gibbs.

Tout compte fait, après l'échec du capitalisme, un nouveau modèle s'impose selon les mouvements sociaux, ils estiment qu'« un nouveau modèle de croissance doit être développé sans plus tarder ». Un modèle basé sur la régulation des marchés et qui devra générer une croissance verte, qui développera d'énormes opportunités en matière de création d'emploi. »

Le président Correa insiste sur la possibilité d'une ère nouvelle : « Nous ne vivons pas une époque de changements mais un changement d'époque ». Lula fustige le forum économique de Davos où « les responsables de la crise veulent donner des leçons » et cherchent à sauver un système moribond. Pour le président Correa, « c'est la fin de la longue et triste nuit du libéralisme ! ». Le développement doit se fonder sur la qualité de vie plus que sur l'accumulation et on invoque la « pacha mama », la terre mère, symbole de la culture indigène mais aussi des valeurs de bien-être et de communauté avec le monde. Ca et là, les hochements de plumes dépassent de l'assemblée, côtoyant les casquettes rouges de la CUT, un des grands syndicats locaux.

C'est tout le système qui veut être repensé pour créer « un socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle », sur la base de coopérations locales et régionales, l'unité toujours, de planification nationales et de la suprématie du travail humain sur le capital. L'unité du Sud est un leitmotiv alors que la réforme des institutions internationales, en particulier l'OMC et la Banque mondiale, sont exigées. Tout comme

la fin du veto au conseil de sécurité de l'ONU d'ailleurs. La mise en pratique de la Banque du Sud est valorisée. Cette nouvelle institution propre à l'Amérique latine et dirigée par un consortium des gouvernements devrait permettre la mise en place des projets communs, pour réaliser, comme le dit Chavez, une « économie en fonction des êtres humains » et non l'inverse.

---

### **Agriculture : Droits de Douanes l'UE et les Etats-Unis s'affrontent : Roquefort français vs Bœuf aux hormones et poulet américain**

Après les taxes sur le roquefort, Washington a annoncé qu'il allait porter plainte contre l'UE devant l'OMC afin d'obtenir l'autorisation de la commercialisation de sa volaille désinfectée au chlore sur le marché Européen, qu'ils attendent depuis dix.

Les Etats-Unis déclenchent ainsi coup sur coup deux attaques commerciales contre l'Europe juste avant le départ de la Maison Blanche de Georges W. Bush.

Les Etats-Unis entendent par cette décision « résoudre le différend avec l'UE » avait indiqué la représentante au commerce extérieur (USTR) Susan Schwab.

La commission Européenne a dit « regretter la décision des Etats-Unis » et « engager des consultations » sur la suite à donner.

Les Etats-Unis espéraient obtenir à la fin l'année 2008 cette interdiction et avaient obtenu le soutien de la Commission Européenne. Mais les ministres européens de l'agriculture ont mis leur veto en décembre au nom de la défense des traditions européennes. Ce que ne peuvent accepter les Etats-Unis, car si l'enjeu commercial est modeste, l'enjeu symbolique est important au nom du libre échange.

Cette nouvelle offensive des Etats-Unis a été lancée juste avant l'arrivée de l'administration Obama et au lendemain d'une autre décision spectaculaire des Etats-Unis : le triplement des droits de douane imposés au roquefort, fromage fabriqué en France, en rétorsion au maintien par l'UE de l'interdiction de commercialisation du bœuf américain qui dure également depuis plus de dix ans.

Washington a annoncé que les droits de douane imposés aux importations de roquefort allaient tripler. "La représentante américaine au Commerce extérieur (USTR) modifie la liste des produits de l'UE sujets à des droits de douane supplémentaires en lien avec le conflit du bœuf aux hormones devant l'Organisation mondiale du Commerce (OMC)", peut-on lire dans un communiqué envoyé par les services du commerce extérieur à Washington

Les droits de douane du roquefort augmenteront de 100 à 300% à partir du 23 mars. Du côté des Etats-Unis, on ne cache pas qu'il s'agit clairement d'une mesure de représailles. "Le but de ces modifications est d'atteindre un compromis dans ce différend grâce auquel l'UE autoriserait l'accès au marché du bœuf américain et les Etats-Unis pourraient mettre un terme à leur politique douanière", dit-on ainsi à Washington.

Les professionnels de l'Aveyron (sud de la France), déjà pénalisés par des droits de douane passés à 100% en 1999 se sentent « prisonniers d'un conflit entre les Etats-Unis et l'Union Européenne, qui ne les concerne pas » accueillent la nouvelle comme "la fin" de cette filière d'exportations, d'après le président de la Confédération générale du roquefort, Robert Glandières. Les Etats-Unis importent environ 450 tonnes par an, soit environ 2% de la production. "Le roquefort est un symbole français et on paie sa notoriété", a déploré Béatrice Weirich, porte-parole de la Fédération régionale du syndicat des éleveurs de brebis (membre de la FNSEA). Ce revers efface un succès, celui de l'autorisation du roquefort sur le marché australien pour trois ans, obtenue un mois auparavant.

La décision est toutefois conforme aux règles de l'OMC: le 16 octobre dernier, l'organisation avait estimé que les sanctions prises par les Etats-Unis et le Canada contre les produits européens étaient légales. L'Union européenne estime que l'utilisation de ces hormones présente un risque pour la santé humaine, mais l'OMC se rallie plutôt aux positions américaine et canadienne, qui font valoir que l'interdit européen n'a aucun fondement scientifique. Les Etats-Unis ont fait valoir (...) Pendant plus d'une décennie, nous avons essayé de résoudre ce différend avec l'UE, mais nos efforts n'ont pas abouti". Réponse des Vingt-sept: principe de précaution, leur innocuité n'ayant pas été prouvée. En retour, les Etats-Unis jugent que le Roquefort représente aussi un danger.

A Bruxelles, l'interprétation était très différente. "L'OMC n'ayant pas examiné notre législation actuelle sur les hormones qui date de 2003, les sanctions américaines sont illégales", a accusé la Commission européenne. L'UE considère cette décision comme "une tentative claire d'aggraver le conflit", qui ne lui donne "pas d'autre choix que de commencer à (se) préparer pour porter cette affaire devant l'OMC".

Les sanctions vont au-delà du roquefort. La liste mise à jour par les Etats-Unis, recense toutes sortes de denrées dont les droits de douane s'élèveront désormais à 100%: des viandes, des fruits et légumes, des champignons, des céréales, des chewing-gums, du chocolat, des châtaignes, des jus de fruits, des eaux minérales et des graisses. Vingt-six des 27 pays de l'Union sont visés, le Royaume-Uni seul étant épargné car il a toujours été favorable au bœuf aux hormones. "Le montant des sanctions s'élève à 116,8 millions d'euros sur une liste définie de denrées. Il est clair que les exportateurs vont faire face à une incertitude accrue, leurs produits pouvant être sujets à des droits de douane sévères avec un préavis court. Les implications de cette mesure en termes d'échanges commerciaux sera important", ont déploré les Européens.

Le vice-président du Parlement européen, Gérard Onesta, a indiqué attendre une riposte et une décision ferme de l'UE. "J'espère que le conseil des ministres chargé des questions de commerce extérieur va se réunir et taper du poing sur la table", a-t-il dit. La France, elle, est déçue. Dans un communiqué, le ministre de l'Agriculture, Michel Barnier, a dit regretter la décision américaine. "Cette sanction, prise en rétorsion à la poursuite de l'interdiction par Bruxelles du bœuf aux hormones américain, est injustifiée", écrit-il en espérant toutefois qu'un dialogue à l'amiable avec la nouvelle administration Obama pourrait aider à résoudre le problème. Cependant, la commission européenne envisage déjà de porter plainte à l'OMC: "Il est clair que cette décision de l'administration américaine signifie que nous n'aurons pas d'autre choix que de commencer à nous préparer pour porter cette affaire devant l'OMC", a indiqué la Commission européenne dans un communiqué. "Des efforts importants ont été faits

pour trouver un règlement accepté par les différentes parties dans ce conflit en cours. Cette tâche est maintenant rendue beaucoup plus difficile", a-t-elle ajouté.

## NOUVELLES DE L'OMC

### **OMC : Les ministres du Commerce de 24 pays membres de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) se sont engagés samedi à relancer les négociations pour la libéralisation du commerce mondiale.**

Aucune échéance n'a été fixée pour une rencontre ministérielle, comme l'aurait souhaité la ministre suisse de l'Economie Doris Leuthard.

«Le cycle de Doha vit, il est dynamique et il va se poursuivre», a déclaré à Davos la conseillère fédérale Doris Leuthard, à l'issue de la réunion des ministres de 24 pays membres de l'OMC.

Réunis en marge du Forum économique mondial, les ministres du commerce ont donné un signal pour relancer le processus, suspendu depuis l'été dernier.

Les ministres sont prêts à s'engager et à se rencontrer, a expliqué Doris Leuthard, qui présidait la séance informelle. Les ministres ont reconnu la nécessité d'élargir les discussions du cycle de Doha, qui ont buté sur l'agriculture, à d'autres secteurs, notamment les services. Le processus requiert de la flexibilité, selon la conseillère fédérale.

La réunion s'est terminée sur une note optimiste, a estimé Pascal Lamy, secrétaire général de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). En un an, la situation a changé et la dynamique est plus grande. «Nous allons pouvoir entamer une nouvelle approche d'atterrissage».

Pas de date

Aucune échéance n'a été fixée pour une reprise des négociations et un accord, mais «plus le temps passe, plus on est près de la date limite». La fenêtre pour redémarrer les négociations s'étend sur le premier semestre, selon M. Lamy.

«Je ressens optimisme et réalisme», a déclaré la secrétaire américaine au commerce Susan Schwab devant les médias. Les Etats-Unis sont prêts à adapter leurs propositions, mais des gestes sont attendus de la part des autres partenaires.

Le point d'achoppement du côté de Washington concerne les subventions agricoles domestiques. Il faudra voir jusqu'où les Etats-Unis peuvent réduire ce système, a dit Mme Schwab. Les Américains reprochent à l'Union européenne le niveau de ses droits de douanes agricoles.

Un geste envers le G20

Une réduction des droits de douanes agricoles serait possible, a relevé pour sa part le commissaire européen au commerce extérieur Peter Mandelson. Il attend toutefois lui aussi un geste des autres partenaires.

«Personne ne souhaite que le cycle de négociation de Doha soit en échec, a encore indiqué Doris Leuthard. Les effets en seraient trop importants pour le système multilatéral et pour les pays en développement.»

Peter Mandelson a aussi répété sa volonté de faire un pas vers le G20 (les 20 principaux pays émergents) sur l'agriculture. Quant au Brésil et à l'Inde, qui font partie du G20, ils devraient fixer une nouvelle offre sur les produits industriels, a ajouté M. Lamy.

La reprise des négociations est importante. Si aucun accord n'est trouvé, l'économie et le commerce ne s'arrêteront pas, mais les pays en voie de développement vont en pâtir, a relevé le secrétaire général de l'OMC.

Au Forum de Davos, les entrepreneurs se sont eux aussi montrés déterminés à agir, a-t-il ajouté. L'économie et les politiques se rejoignent. Les chefs d'entreprise devraient inscrire ce dossier à leur agenda et en discuter avec leurs gouvernements et parlements, selon M. Lamy.

Négociations suspendues

Les négociations du cycle de Doha, lancées en novembre 2001 dans la capitale du Qatar, ont été suspendues en juillet à Genève faute d'accord.

Alors que le cycle aurait dû être bouclé il y a deux ans et aboutir à un vaste accord de libéralisation des échanges commerciaux, il a surtout été marqué par des sommets pleins d'acrimonie.

Le sommet informel organisé à Davos par Mme Leuthard a réuni les grands acteurs du commerce mondial, mais aussi des pays en voie de développement. C'est la première rencontre qui

regroupait toutes les sensibilités des membres de l'OMC au niveau ministériel.

«Ainsi, on peut dégeler même à Davos», en a conclu M. Lamy avec le sourire.

Sources : swissinfo

## SUR LE FIL

### **ADPIC : Pascal Lamy invite les membres de l'OMC mécontents à utiliser le réexamen de l'Accord sur les ADPIC et la sante publique**

Face aux allégations de longue date qui nient l'efficacité des règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) visant à améliorer l'accès aux médicaments dans les pays pauvres, le Directeur général de l'OMC, Pascal Lamy, a appelé les membres mécontents à utiliser le mécanisme de réexamen annuel de ces règles.

« C'est précisément pour régler ce genre de situations que les membres de l'OMC ont créé le système de réexamen périodique », a expliqué M. Lamy lors d'un rassemblement de l'industrie des génériques. « Je tiens à préciser que les membres de l'OMC n'ont manifesté aucune préoccupation lors du dernier réexamen annuel. Avec le Groupe africain à leur tête, ils ont même réaffirmé leur soutien au système deux ans après son adoption ». C'est lors de la 11e conférence annuelle de l'alliance internationale du médicament générique (International Generic Pharmaceutical Alliance), qui s'est déroulée à Genève du 8 au 10 décembre, que M. Lamy s'est exprimé. Son mandat de quatre ans en tant que Directeur général de l'OMC se terminera à la fin de l'année prochaine, après quoi il se présentera pour un nouveau mandat qu'il semble pour l'instant être le seul à briguer.

L'Accord de l'OMC sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (Accord sur les ADPIC), qui date de 1994, établit les règles d'accès aux médicaments. En août 2003, le Conseil général de l'OMC a adopté une décision relative à la mise en œuvre du paragraphe 6 de la déclaration de Doha de 2001 sur l'Accord sur les ADPIC et la santé publique. Le paragraphe 6 appelle à résoudre le problème des pays qui manquent de moyens pour fabriquer des produits



pharmaceutiques et qui ont besoin d'accéder à des médicaments bon marché grâce à des licences obligatoires. Cette décision de 2003 a créé une dérogation à la règle de l'OMC qui spécifie que les produits fabriqués sous licence obligatoire doivent être utilisés principalement pour l'approvisionnement du marché intérieur.

Le paragraphe 8 de la décision de 2003 indique que Conseil des ADPIC devra réexaminer chaque année le fonctionnement du système décrit dans la présente décision afin d'assurer son application effective et présenter chaque année un rapport sur son application au Conseil général.

Selon M. Lamy, jusqu'à présent, aucun pays n'a exprimé de préoccupation dans le cadre de ce réexamen.

Après le discours du Directeur général, le porte-parole d'un pays en développement a, quant à lui, mis en doute la pertinence du processus de réexamen. « Quel réexamen ? a-t-il contesté. Il n'y a pas de vrai réexamen ».

En cinq ans, seul un pays en développement a eu recours au processus du paragraphe 6. Il s'agissait du Rwanda, en septembre, avec le Canada. Les défenseurs de la santé ont affirmé à plusieurs reprises que la dérogation était trop mal formulée pour être utile et efficace.

Lorsqu'Intellectual Property Watch a demandé à M. Lamy si les pays développés exerçaient une forme de pression sur les États plus modestes pour les dissuader de faire usage des souplesses du système, ce dernier a répondu que l'exemple du Rwanda prouvait le contraire.

Par ailleurs, dans son discours, M. Lamy n'a pas exclu que les processus d'amélioration constante de l'OMC pourraient finalement conduire à des changements plus importants. « Comme n'importe quel accord de l'OMC, le système du paragraphe 6 doit être régulièrement réexaminé. Des leçons doivent être tirées de ces évaluations afin de permettre à l'OMC de continuer à utiliser ce processus pour contribuer à améliorer l'accès aux médicaments », a-t-il déclaré.

Les fabricants de médicaments génériques sont souvent sceptiques vis-à-vis des règles de protection des titulaires de brevets qui, pour la plupart, se trouvent dans les pays développés. Ces dernières années, les critiques ont dénoncé de plus en plus vivement le fait que les brevets empêchent la distribution efficace des médicaments essentiels aux plus pauvres.

Cependant, la réponse de M. Lamy face à ces accusations a été celle souvent avancée par l'industrie des marques : les droits de propriété intellectuelle « ne constituent qu'un rouage du mécanisme qui détermine le niveau d'accès aux médicaments dans un pays ». Les autres éléments incluent les infrastructures et le système national de santé, ou encore les modes d'approvisionnement. M. Lamy a par ailleurs repris l'argument évoqué par l'industrie qui dénonce les problèmes posés par les droits de douane sur les importations de produits de santé, puis il a évoqué la nécessité de renforcer la protection contre les contrefaçons.

Autres points de vue

D'autres participants à la conférence ont mis l'accent sur les inconvénients que présentent le système actuel de propriété intellectuelle et les ADPIC en matière d'accès aux médicaments. Michelle Childs, de Médecins Sans Frontières (MSF), a dénoncé la pratique du « patent linkage » (mise en lien avec le brevet), qui consiste pour les industries pharmaceutiques américaines et européennes à faire pression sur les autorités de réglementation des médicaments afin de lier l'autorisation de mise sur le marché de médicaments génériques au statut du brevet qui protège le produit de référence. Cette méthode a pour effet le renforcement sans discernement des brevets ; elle va à l'encontre de l'utilisation de la flexibilité permise par l'Accord sur les ADPIC et constitue une disposition ADPIC-plus, a-t-elle signalé.

Mme Childs a ensuite mentionné une proposition de communauté de brevets appliquée aux médicaments, proposée par UNITAID et approuvée par les organes clés de l'Organisation mondiale de la santé. Selon elle, cette proposition est porteuse de profits pour les fabricants de médicaments génériques.

Certains intervenants, parmi lesquels Christoph Spennemann de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, ont décrit l'impact de l'exclusivité des données sur la production de médicaments génériques. Par le passé, certaines entreprises ont réussi à obtenir des droits exclusifs sur les résultats de leurs essais pendant 5 à 10 ans, ce qui a retardé la commercialisation des génériques même après l'expiration des brevets.

Julia Pike, directrice du service de propriété intellectuelle et juriste au sein du groupe de

distribution de médicaments génériques Hospira, a témoigné de la bataille juridique qui fait rage entre l'industrie des marques et celle des génériques. Yehuda Livneh, conseiller juridique spécialiste des brevets chez Teva Pharmaceutical, une entreprise de production de génériques, et Mme Pike ont expliqué que pour dissuader les titulaires de brevets d'abuser de leurs droits, il est nécessaire de leur faire prendre la mesure des pertes financières qu'ils subiront s'ils perdent une affaire. Prendre l'exemple de tiers et évaluer les dégâts causés permet de mieux apprécier les enjeux. Pourtant, comme l'a fait remarquer un participant, Teva a remporté une grosse affaire contre Abbot aux Pays-Bas mais, pour Abbot, le coût ne s'est pas avéré très élevé.

S'exprimant en son nom, Roger Kampf, de l'OMC, a émis des doutes sur le fait que les industries seraient attirées par l'idée d'une communauté de brevets, avant d'ajouter que la proposition de Mme Pike de créer un cadre européen de règlement des litiges grâce à des procédures communes constituerait une mesure ADPIC-plus. « Cela prouve que les propositions ADPIC-plus n'émanent pas toujours de l'industrie de la recherche et du développement, mais qu'elles peuvent aussi provenir de temps en temps de votre côté », a-t-il lancé.

Enfin, un participant chinois a présenté des statistiques montrant qu'en 2012, l'industrie des génériques de la Chine se placerait au deuxième rang mondial derrière celle des États-Unis.

Lamy : le « gardien de la flexibilité de l'Accord sur les ADPIC »

Lors de la conférence, M. Lamy a réaffirmé le droit des membres de l'OMC à utiliser les mécanismes de flexibilité de l'Accord sur les ADPIC pour des raisons de santé publique. Ces mécanismes sont très importants pour l'industrie du générique et l'un des organisateurs a donc surnommé M. Lamy le « gardien de la flexibilité de l'Accord sur les ADPIC ».

Le Directeur général de l'OMC a reconnu que les dispositions dites « ADPIC-plus », dont la portée dépasse ce qui a été convenu dans l'Accord sur les ADPIC, peuvent avoir un impact négatif sur les accords bilatéraux passés avec de petits pays. « Effectivement, certaines dispositions pourraient avoir une influence sur l'accès aux médicaments et sur l'industrie du générique », a-t-il déclaré. Cependant, les pays développés qui souhaitent faire appliquer de telles dispositions ont

récemment insisté sur le fait qu'elles « ne sont pas destinées à empêcher les parties de prendre des mesures de protection de la santé publique ».

Finalement, M. Lamy a invité l'industrie des génériques, qui détient une grande part du marché mondial, à participer davantage aux débats sur l'accès aux médicaments en tant qu'acteur de ce domaine. La situation s'est améliorée, mais il reste encore beaucoup à faire.

« Nous sommes disposés à remettre les choses en question, à examiner ce qui est efficace et ce qui ne l'est pas et à en tirer des leçons », a conclu M. Lamy. « Pour le reste, j'accepte d'être considéré comme le gardien de la flexibilité de l'Accord sur les ADPIC ».

Négociations à l'OMC : les ADPIC sur la touche  
Pendant ce temps, à l'OMC, les questions liées aux ADPIC semblent avoir été laissées de côté alors que les négociations sur l'agriculture et les biens industriels progressent et que l'organisation d'une conférence ministérielle la semaine prochaine est en train d'être décidée. Le ministre norvégien des Affaires étrangères, Jonas Store, a une nouvelle fois été sollicité par M. Lamy pour diriger les discussions relatives aux ADPIC. Cependant, selon le porte-parole d'un pays ayant proposé un amendement de l'Accord sur les ADPIC, le ministre préfère attendre de venir dans le cadre de ses fonctions.

Source: Par William New, intellectual property watch

## NOUVELLES REGIONALES

### APE : l'UE tient à inclure les services et les investissements dans les futurs APE

Après les marchandises, la Commission européenne veut inscrire le commerce des services dans le processus de négociation des Accords de partenariat économique (APE). Ainsi, sous la houlette de la Direction générale pour le commerce de la Commission européenne (Dg Trade), des représentants des Etats membres de la sous-région, des fonctionnaires de la CEDEAO, la société civile de la région Afrique de l'Ouest se sont retrouvés dans le cadre d'un séminaire pour discuter de l'intérêt d'inclure les services dans les APE. Cette rencontre qui s'est déroulée à Dakar

était une occasion pour l'UE de partager ses vues et ses ambitions sur cette questions.

Aux yeux de l'UE, les services sont l'un des secteurs les plus dynamiques à l'heure actuelle, au vu du nombre d'emplois qu'ils créent dans les pays du monde développé, comme de leur part dans le Produit intérieur brut (Pib) qui varie entre 60 et 70%. Le secteur des services appuie d'autres secteurs comme l'industrie, l'agriculture. Et en lui-même, il est un pôle de développement. Pour les experts de la Commission de l'UE, l'Afrique de l'ouest regorge de potentiels dans l'exportation de services. Ces experts soutiennent que les prestataires de l'Afrique de l'Ouest exportent dans tous les secteurs des services.

Toutefois, soulignera M. Diop, malgré nos potentialités et le volontarisme de la Cedeao et de l'Uemoa, notre région ne tire pas encore pleinement profit du développement fulgurant du secteur des services dans le commerce mondial. Pour lui, dans la quasi-totalité des secteurs de services, les capacités d'exportation restent encore limitées et les opportunités d'expansion existantes ne demandent qu'à être développées.

D'autre part, la non disponibilité des données qui ne permet pas de quantifier le potentiel de la région dans ce domaine, ses avantages comparatifs fait que la région doit par principe de précaution renvoyer la négociation du commerce des services à plus tard. Et c'est cette position que le ministre Sénégalais du commerce défendait en évoquant une clause de rendez vous dans ce domaine du commerce des services.

Certains participants à cette rencontre ont aussi rejetés toute idée d'inclusion des services dans les négociations en cours. Préoccupés par plusieurs contraintes, beaucoup de participants ont émis des réserves sur ce projet. Compte tenu des contraintes endogènes et exogènes, ces acteurs estiment que leurs priorités sont ailleurs.

La société civile de même que le secteur privé présent à cette rencontre ont dénoncé ce forcing que l'UE est entrain de faire.

Abdel Kader Aïdara, président de l'Ordre national des experts et évaluateurs agréés du Sénégal (Oneas), dénonce la concurrence déloyale dont les acteurs nationaux des services sont déjà victimes. Selon lui, « beaucoup de marchés sont attribués aux étrangers au grand dam des sociétés

nationales ». Aujourd'hui, « si on n'y prend garde, on se retrouvera à un moment où, tous les grands marchés seront octroyés à des étrangers au détriment des Sénégalais », prévient-il. À son avis, « les Ape devraient permettre aux Etats africains de travailler en joint-venture avec les pays européens. Cela, afin de partager les mêmes intérêts et de travailler la main dans la main ». Pour ce qui concerne les contraintes externes, un des représentants du secteur privé du Bénin a noté le problème lié à la délivrance des visas. Il a indiqué que les pays d'Europe n'ont pas prévu de visa pour les hommes d'affaires.

Eugène Niox du Conseil National du Patronat sénégalais a estimé que « les négociations sur le commerce des services est un débat qui est perdu d'avance. La raison est simple : les entreprises européennes, en l'occurrence françaises, s'installent facilement au Sénégal alors que nous éprouvons beaucoup de peines pour nous installer dans les pays européens ».

La société civile a dénoncé cette ambition démesurée de l'UE.

Dans un communiqué distribué au participant de la rencontre, elle souligne qu'« en dépit du fait que les négociateurs ouest africains, le secteur privé comme la société civile, à tous les niveaux, n'ont jamais cessé de rappeler que la région n'est pas prête, faute d'une connaissance complète, fine et prospective du secteur et d'une intégration faible, à prendre des engagements objectivement déterminés, la Commission européenne pousse inlassablement, avec une agressivité contraire à tout esprit de partenariat, à l'inclusion du commerce des services dans l'APE ».

Dans le même communiqué, elle soutient que « cette démarche traduit simplement le fait que la Commission Européenne reste prisonnière d'une logique condescendante et paternaliste dont elle ne veut ou ne peut se libérer et qui la pousse à se croire obliger de forcer ses partenaires Ouest africains à accepter ce qu'elle juge bon pour eux. Le séminaire de Dakar n'est que l'une des manifestations d'une telle vision : « Vous n'êtes pas encore capables de le savoir, mais moi je sais que ceci est bon pour vous...alors je vous aide à le faire pour votre seul et unique intérêt. »

Quant à la CEDEAO, elle estime qu'il y'a un certains nombre de mesure à prendre qui sont :

améliorer la gouvernance et la réglementation



organiser la concurrence (monopole et oligopole)  
 permettre aux IDE d'entrer dans la zone  
 valoriser les capacités d'exportation et RH

## EVENEMENTS

3-4 février, OMC, Genève, Suisse, Conseil général de l'OMC, [www.wto.org](http://www.wto.org)

4-5 février 2009, CNUCED, Genève, Suisse, Réunion d'experts pluriannuelle sur la coopération internationale: coopération Sud Sud et intégration régionale, [www.unctad.org](http://www.unctad.org)

10-11 février 2009, CNUCED, Genève, Suisse, Réunion d'experts pluriannuelle sur l'investissement au service du développement, [www.unctad.org](http://www.unctad.org)

16-20 février, PNUE — Nairobi, Kenya, Conseil d'administration/Forum ministériel mondial sur l'environnement, [www.wto.org](http://www.wto.org)

16-18, février 2009, CNUCED, Genève, Suisse, Réunion d'experts pluriannuelle sur les transports et la facilitation du commerce, [www.unctad.org](http://www.unctad.org)

19-20 février, OECD — Paris, France, Huitième forum mondial sur la concurrence, [www.oecd.org](http://www.oecd.org)

PFCE ET AFD, COMMERCE EQUITABLE ET COLLECTIVITES TERRITORIALES, La PFCE (Plate-Forme pour le Commerce Équitable) et l'AFD (Agence Française de Développement) publient ensemble dans la collection "Savoirs communs" deux études illustrant la place du commerce équitable dans l'action internationale des collectivités locales : "Coopération décentralisée et commerce équitable" et "Migrants et commerce équitable".

VERONIQUE BISAILLON, CORINNE GENDRON ET MARIE-FRANCE TURCOTTE, LE COMMERCE EQUITABLE

2-5 mars 2009, CNUCED, Genève, Suisse, Réunion d'experts pluriannuelle sur les produits de base et le développement, [www.unctad.org](http://www.unctad.org)

9-11 mars, OMC, Genève, Suisse, Organe d'examen des politiques commerciales — Brésil, [www.wto.org](http://www.wto.org)

## PUBLICATIONS :

OMC, RAPPORT ANNUEL DE L'OMC 2008, Le rapport annuel de l'OMC 2008 traite des activités de l'Organisation en 2007 et donne des renseignements sur sa structure, son personnel et son budget actuels. Il comprend des rapports de situation détaillés sur divers aspects des négociations de Doha et un aperçu de certains des grands faits nouveaux intervenus à l'OMC. Avant-propos du Directeur général Tous les marathoniens (...), [www.wto.org](http://www.wto.org)

DIRECTIVES CONCERNANT LA PRODUCTION, LA TRANSFORMATION, L'ETIQUETAGE ET LA COMMERCIALISATION DES DENREES ALIMENTAIRES, Avec l'augmentation de la production et du commerce international des aliments issus de l'agriculture biologique, des normes internationales sont indispensable pour faciliter le commerce et prévenir les allégations trompeuses. L'étiquetage des denrées alimentaires est le premier moyen de communication entre le producteur et le vendeur de denrées alimentaires d'une part, et l'acheteur (...), [www.unctad.org](http://www.unctad.org)

COMME MOUVEMENT DE TRANSFORMATION, Le concept de commerce équitable est porteur de contradictions, comme le démontrent plusieurs des articles de ce numéro. Ces contradictions sont issues non seulement de la tentative de mettre en oeuvre des idéaux d'équité sociale au sein de systèmes commerciaux perçus par plusieurs comme étant (...)

WBCSD, UN NOUVEL OUTIL POUR MESURER LES IMPACTS DES ACTIVITES D'UNE ENTREPRISE, Le World Business Council for Sustainable Development (WBCSD) a lancé cette semaine un "Measuring Impact Framework", développé par 25 entreprises

multinationales sur une période de deux ans et destiné à aider les compagnies à mesurer et à évaluer les impacts de leurs activités sur leurs

objectifs économiques et leurs objectifs de développement. Ce Cadre a été révisé par (...)